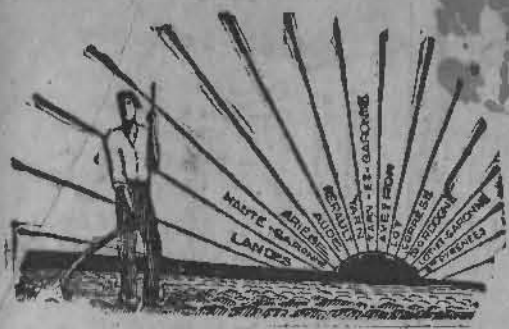


Le Midi

SOCIALISTE

10 CENT.



ABONNEMENTS :
3 mois 33 fr.; 6 mois, 64 fr.; un an,

Rédaction et Administration : 38, rue Roquelaure, TOLLUOSE - Tel. 260.43 - C. C. Postaux 3.277

BUREAUX A PARIS : 5, rue St-Augustin (2^e) - Téléph. Richelieu 69.00 (3 lignes groupées sur ce numéro)

LA FLOTTE ALLEMANDE CROISE EN MEDITERRANEE
« POUR LA SAUVEGARDE DES INTERETS NATIONAUX ».
MAIS QUELS INTERETS L'ALLEMAGNE A-T-ELLE EN ESPAGNE ?

QUELS INTERETS L'ITALIE A-T-ELLE AUX BALEARES
POUR JUSTIFIER SON « OCCUPATION » MILITAIRE ?
EN REVANCHE ON VOIT PARFAITEMENT QUE SI LES
DEUX PUISSANCES FASCISTES SE LIVRENT A UNE ATTAQUE
MASSIVE ET A UNE INVASION DE L'ESPAGNE REPUBLICAINE
ET SI LA GRANDE-BRETAGNE ET LA FRANCE SE VOIENT
AINSI DANS L'OBLIGATION D'INTERVENIR, LA FLOTTE ALLEMANDE
AYANT PU PASSER GIBRALTAR SANS ENCOMBRE SE TROUVE
DANS NOS EAUX SANS COUP FERIR, APPORTANT AINSI UNE AIDE
IMMEDIATE AUX FORCES NAVALES ITALIENNES, PARALYSANT
TOUTS NOS MOUVEMENTS D'ALGERIE ET DU MAROC.

VOUS DIREZ : CE NE SONT LA QUE DES SUPPOSITIONS.
EXACT : CE NE SONT QUE DES SUPPOSITIONS.

L'AVEU « LA LOI DE 40 HEURES A JOUE dans la chute du Cabinet Blum un rôle déterminant ». (ECHO DE PARIS) du 26 juin

Motion de la « Bataille Socialiste »

NOUS avons publié hier la « motion Léon Blum-Paul Faure » destinée au Congrès de Marseille. Nous l'avons fait paraître dans cette rubrique, à titre exceptionnel, étant donné l'impossibilité — faute de temps — de publier un numéro de la « Vie du Parti ».

Ainsi que nous l'avons déclaré hier, nous insérons, dans les mêmes conditions, la nouvelle motion que nous font parvenir nos amis de la « Bataille socialiste ».

METHODES ET MOYENS D'ASSURER LA VICTOIRE DECISIVE DU FRONT POPULAIRE ET LA MARCHÉ AU SOCIALISME

Declaracion sur la situation politique créée par la démission du gouvernement Léon Blum et la constitution du cabinet Chautemps.

Le Congrès national approuve les délégués membres du Conseil national qui ont déployé des efforts pour empêcher la formation d'un gouvernement qui n'est pas à l'image du Front populaire et qui ne traduit pas exactement la volonté des masses ouvrières et paysannes de ce pays.

Le Congrès national, en présence de la gravité de la décision à laquelle s'est ralliée la majorité du Conseil national, rappelle que seule la vraie conception du Front Populaire pourra surmonter les obstacles et les résistances par la mise en mouvement coordonnée et disciplinée de toutes les énergies du monde du travail.

Le Congrès national tient une fois de plus à préciser que la force du Front Populaire ne réside pas seulement dans l'existence d'une majorité parlementaire cohérente et fidèle, mais aussi et surtout dans la guisaissance d'action de masses que le Parti doit savoir entraîner et animer dans la lutte, s'il veut éviter les déflections et les découragements qui préparent la montée du fascisme.

Le Congrès national est obligé, dès maintenant de constater que la constitution même du gouvernement de M. Chautemps, en dépit de la participation socialiste, marque un recul du Front populaire. Celui-ci a été rendu possible parce que, malgré l'averissement donné à différentes reprises, la capacité d'action des masses a été négligée comme un indispensable facteur de lutte.

Le Congrès s'élève contre les glissements, les déviations, les bifurcations dont il est facile de discerner déjà les symptômes significatifs et proclame sa résolution de travailler sans relâche à réunir les conditions qui permettront au Front populaire d'imposer un gouvernement traduisant exactement ses aspirations et sa volonté.

Pour une formation de gouvernement représentant exactement tous les éléments du Front populaire ;
Pour le programme intégral du Rassemblement Populaire, sans atténuation ni défiguration ;
Pour un Front populaire actif, vigilant, offensif, décidé à pousser tou-

jours plus loin ses conquêtes par l'adoption et la réalisation des mesures inscrites dans le programme des organisations ouvrières ;
En avant !

TACHES FUTURES INCOMBANT AU PARTI SOCIALISTE ET SA POSITION SUR LES PROBLEMES ACTUELS

Il faut libérer le pays républicain de la menace des ligues fascistes.

1. Elimination des postes de direction des éléments fascistes.
Il ne s'agit ni de brimades, ni de favoritisme. Il faut faire cesser dans les administrations publiques les complicités et les complaisances intolérables.

2. Dissolution effective des ligues paramilitaires camouflées en partis politiques.

Il ne peut être question de violer les libertés publiques. Il est impossible de mettre sur le pied d'égalité les défenseurs des libertés démocratiques avec ceux qui les utilisent pour mieux les supprimer.

La « défense républicaine » implique la dissolution effective des ligues qui ont conservé leur organisation paramilitaire et leurs formations hiérarchiques secrètes.

II Réformes immédiates

Le Parti socialiste doit proposer sans délai, conformément au programme de Rassemblement populaire, les mesures suivantes :
Retraite des vieux travailleurs.
Fonds national de chômage.
Caisse d'assurance contre les calamités agricoles.

Programme de grands travaux.
Accentuation de la fiscalité frappant davantage les grosses fortunes.
Direction de la monnaie, contrôle du crédit et des mouvements de capitaux pour briser la spéculation sur les changes et assurer la protection de l'épargne populaire.

Elargissement du suffrage universel par le droit de vote étendu aux deux sexes.

III Programme de nationalisations

Pour permettre l'application complète et rapide du programme du Front populaire et financer notamment les réformes sociales.

Le Congrès décide que le Parti proposera sans délai au Rassemblement populaire l'application immédiate d'un vaste programme économique comportant des réformes de structure, tirées du programme socialiste, incluses dans le plan de la C.G.T. qui a été accepté par la plupart des formations politiques composant le Front Populaire.

1. Nationalisation des assurances :
Pour financer les réformes sociales urgentes, telles que la retraite aux vieux travailleurs, la caisse des calamités agricoles, le plan des grands travaux.
2. Nationalisation des banques :
Pour libérer l'Etat de la pression cynique des puissances d'argent.

Organisation du crédit à l'économie nationale et aux petites et moyennes entreprises.

3. Nationalisation des industries-éléments :
Industrie lourde, électricité, transports, mines, produits chimiques, carburants, eau, gaz, etc..

a) pour la réorganisation, le contrôle et l'augmentation de la production, par :
Le contrôle des prix de revient.
Le contrôle ouvrier sur la production et l'embauche.
La limitation des profits.

b) Pour l'extension de la généralisation des offices agricoles :
Office du lait.
Office du vin.
Office des engrais.
Office de la viande, etc..

c) Pour libérer les artisans, les petits commerçants, les petits industriels, les paysans de la servitude des monopoles.

d) Pour supprimer la spéculation et obtenir l'abaissement des prix de vente, permettre l'augmentation du pouvoir d'achat réel des masses.

e) Pour libérer l'économie du sabotage et de la pression scandaleuse des trusts.

f) Pour libérer la démocratie et la vie publique de la malfaisance du grand capitalisme bancaire et industriel qui finance les ligues et la presse fasciste.

IV Il faut sauver et organiser la paix

Le Congrès national rappelle que si la guerre est toujours menaçante en régime capitaliste, il ne s'agit pas que la guerre est fatale et qu'on ne peut y parer tant que la révolution socialiste n'est pas accomplie. La doctrine constante du Parti tend non seulement au maintien de la paix au jour le jour, mais à son renforcement durable par le double moyen de :

1. Organisation de la sécurité collective.
2. Limitation concertée des armements conduisant à la réduction du service militaire d'abord, au désarmement général ensuite.

Le Gouvernement doit reprendre l'effort pour l'organisation de la paix en se mettant à la tête des puissances démocratiques et pacifistes pour préconiser dans le cadre de la S.D.N. une politique de solidarité économique, internationale, et la faire triompher par le concours des nations les plus favorisées et par la double pression de leur gouvernement démocratique et des masses populaires.

Contraindre par conséquent les Etats fascistes à se soumettre aux principes d'assistance mutuelle et de désarmement, seuls susceptibles d'assurer durablement la paix en même temps que d'alléger l'effroyable fardeau des dépenses militaires sous lesquelles succombent les peuples.

V Le rôle du Parti socialiste
Dans le pays :
Contrôler, éclairer, orienter la politique gouvernementale.
Mobiliser les masses travailleuses pour les amener à la compréhension de la nécessité des solutions socialistes.

engager sans retard une vigoureuse campagne de propagande et d'agitation pour la réalisation du programme de nationalisations.

Prendre l'initiative, en toutes circonstances, des grandes manifestations de masses qui permettront au gouvernement de surmonter les obstacles.

Faire respecter la volonté du suffrage universel quand elle est contrecarrée par le suffrage restreint.

Au gouvernement :
Le véritable gouvernement de Front populaire doit être l'émanation des forces républicaines et prolétariennes.

La majorité détenue par les délégués du Parti devra leur conférer l'autorité, la force et le prestige.

Pour être efficace, l'action du gouvernement doit s'appuyer sur le vaste et profond mouvement antifasciste qui s'exprime par de puissantes démonstrations des forces populaires au contact desquelles les délégués du Parti puiseront la volonté d'écarter toutes les résistances.

Dans le Front Populaire :
Maintien et renforcement du Front populaire.

Le Parti doit être l'élément propulseur et animateur de ce Rassemblement qui développe la solidarité et la conscience de classe entre les ouvriers et les classes moyennes.

VI Un Parti unique de la classe ouvrière

Le Congrès national rappelle son attachement à l'unité d'action qui a permis la formation et assuré le succès du Front populaire.

Il rappelle également que dès février 1934, il a consacré l'unité d'action comme le prélude de l'unité politique.

Il se félicite de la constitution de la Commission d'unification entre les deux partis du prolétariat.

Il affirme de nouveau sa volonté inébranlable de travailler sans relâche à la constitution dans notre pays du Parti unique.

Le Congrès décide de diffuser dans le Parti les résultats des travaux de la commission d'unification, afin de permettre à tous les militants d'apprécier l'importance du problème à résoudre et d'œuvrer pour l'unité.

Le Parti socialiste considère que le Parti unique ne peut être obtenu par l'absorption ou la liquidation d'un parti au profit d'un autre, mais par l'établissement des conditions permettant aux masses, déjà organisées dans les deux partis prolétariens ou attendant leur unification pour se joindre à eux, de réaliser un Parti à structure démocratique se dirigeant lui-même.

La discipline nécessaire exigée dans l'action sera d'autant plus observée dans le Parti unique que dans les délibérations, les opinions se seront plus librement exprimées.

Le Parti socialiste salue d'avance ce résultat qui ne sera obtenu avec la rapidité qu'il veut que si chacun des deux partis prolétariens s'engage à ne pas porter la division dans les rangs de l'autre.

LA VICTOIRE DU FRONT POPULAIRE PAR ET POUR LE SOCIALISME

En recherchant la victoire décisive et complète du Front populaire, en écartant le péril mortel du fascisme en donnant aux travailleurs plus de bien-être, plus de sécurité, plus de combativité, plus de conscience, le Parti socialiste est persuadé de créer les conditions de la marche au Socialisme.

Plus que jamais, il affirme son véritable caractère de Parti organisé du prolétariat « dont le but est la conquête du pouvoir, en vue de socialiser les moyens de production et d'échange, c'est-à-dire de transformer la société capitaliste en société collectiviste ou communiste ».